

Après les manifestations du 5 décembre, plus que jamais :

Retrait de la proposition de loi relative à la « sécurité globale » !

Force Ouvrière est opposée à la proposition de loi relative à la sécurité globale car elle porte atteinte aux libertés et en particulier à la liberté de manifester et à l'action revendicative. Sur de très nombreux points, elle s'oppose aux principes républicains et elle constitue une dérive inquiétante pour la démocratie. Nous combattons donc cette proposition de loi du gouvernement et nous nous opposons également au démantèlement des services publics, à la volonté de remise en cause des garanties collectives, des retraites et de l'assurance chômage initiés par ce même gouvernement.

Comme l'exprime le communiqué commun 44 du jeudi 3 décembre, *« la proposition de loi amplifie comme jamais une logique « sécuritaire » dans laquelle la surveillance généralisée de toute la population devient la norme. Cette logique ouvre la porte à de graves tensions sans que la sécurité de toutes et tous soit mieux assurée »*.

Nous réaffirmons *« la nécessité de protéger la population, dont les agents publics en relation avec l'exercice de leurs missions, des menaces, harcèlements et violences notamment via la vindicte sur les réseaux sociaux »* (déclaration de la CE confédérale du 19 novembre).

Nous refusons de nous placer là où certains voudraient nous conduire : c'est bien pour l'abandon de la proposition de loi de ce gouvernement autoritaire que nous nous mobilisons et non pour « en découdre » avec les forces de l'ordre.

La première des violences est celle qui consiste à réduire les droits, les libertés, les garanties collectives et à stigmatiser l'action revendicative des organisations syndicales.

Force Ouvrière dénonce cette violence, comme elle condamne les exactions commises d'où qu'elles viennent : le passage à tabac dont a été victime Michel Zecler, mais aussi l'envoi de cocktails molotov en direction des policiers samedi dernier à Nantes.